

MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA SECURITE INTERIEURE
ET DES LIBERTES LOCALES

**RAPPORT DU
CONSEIL NATIONAL
DES OPERATIONS FUNERAIRES**

2003 – 2004

**DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES
FEVRIER 2005**

SOMMAIRE

INTRODUCTION

4

I - LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES

5

A - LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES

1. La Composition

5

- Les nominations

2. Les séances plénières

6

- 16 juillet 2003
- 27 mai 2004

3. Les groupes de travail

7

- Simplification administrative
- Contrats obsèques

B – LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LES MODIFICATIONS DU DROIT

8

1. Les textes modifiant le droit funéraire.

8

- Article 25 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique concernant la certification du décès (séance du 16 juillet 2003).
- Article 10 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit (séance du 27 mai 2004).
- Articles 11 et 12 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit (amendements parlementaires).

2. Les projets de modification du droit funéraire.

9

II – LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE

10

A - LA PROCEDURE D'HABILITATION

10

1 Le bilan des habilitations

10

2 Le bilan des sanctions

11

B – LE POINT SUR LA CREMATION	13
C – LES EQUIPEMENTS FUNERAIRES	16
1 Les chambres funéraires	16
2 Les crématoriums	20
D - LE SECTEUR FUNERAIRE	24
1 Les chiffres	24
2 Les principales associations et les fédérations	25
III - LES TARIFS DES PROFESSIONNELS	26
ANNEXES	
1. Liste des membres du Conseil national des opérations funéraires	28
2. Article L.2223-42, L.2223-34-1 et L.2223-35-1 du code général des collectivités territoriales	30
3. Enquête relative à la mise en œuvre de la procédure d’habilitation sur le territoire métropolitain au 31 mars 2004	31
➤ Nombre d’opérateurs funéraires habilités par région et par département	31
➤ Prestations exercées par les entreprises de pompes funèbres	35
➤ Prestations exercées par les régies municipales de pompes funèbres	38
➤ Prestations exercées par les associations	40
4	
➤ Liste globale des crématoriums par département et nombre de crémations depuis 1998	41
➤ Liste des crématoriums gérés en régie et nombre de crémations depuis 1998	45
➤ Liste des crématoriums gérés par des SEM et nombre de crémations depuis 1998	46
➤ Liste des crématoriums gérés par des entreprises et nombre de crémations depuis 1998	47

INTRODUCTION

Le Conseil national des opérations funéraires (CNOF) a été créé par la loi du 8 janvier 1993 relative à la législation funéraire qui a profondément modifié l'organisation du service extérieur des pompes funèbres en mettant fin au monopole communal issu de la loi du 28 décembre 1904.

Organisme consultatif placé auprès du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le Conseil national des opérations funéraires remplit un rôle de conseil des pouvoirs publics pour l'élaboration de la législation et de la réglementation funéraires.

Conformément aux dispositions de l'article L.1241-1 du code général des collectivités territoriales, il doit rendre public un rapport, tous les deux ans, sur ses activités, le niveau et l'évolution des tarifs des professionnels ainsi que les conditions de fonctionnement du secteur funéraire.

Le Conseil s'est réuni à dix-huit reprises en séance plénière depuis son installation officielle le 28 septembre 1993.

Il a examiné, lors des deux séances plénières organisées en 2003 et 2004, un article du projet de loi relatif à la politique de santé publique concernant la certification du décès, un article du projet de loi habilitant le Gouvernement à simplifier le droit par ordonnance ainsi que des propositions d'ordre réglementaire visant à réformer le droit funéraire. Il lui a également été soumis le rapport sur ses activités couvrant la période 1998-2002.

Un site internet est consacré au Conseil national des opérations funéraires. On peut y trouver des renseignements sur la composition et le fonctionnement du Conseil, les comptes rendus des séances plénières ainsi que les rapports bisannuels rendus sur ses activités.

<http://www.dgcl.interieur.gouv.fr>,

I - LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET SES ACTIVITES

A - LES SEANCES DU CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES

1. COMPOSITION

Le Conseil national des opérations funéraires, dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par les articles R. 1241-1 à R. 1241-8 du code général des collectivités territoriales, comprend vingt-neuf membres : cinq représentants des administrations, quatre maires et un président de groupement de communes, quatre personnalités qualifiées, deux représentants des régies, trois représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres, cinq représentants des salariés, deux représentants des familles et trois représentants des associations de consommateurs.

La présidence du Conseil est assurée depuis l'origine par le Directeur général des collectivités locales. Ainsi, ont été nommés à cette fonction, par arrêté, M. Michel THENAULT le 1^{er} septembre 1993, M. Didier LALLEMENT le 12 janvier 1998, M. Dominique BUR le 4 octobre 2000 et M. Dominique SCHMITT le 22 décembre 2004.

Son secrétariat est assuré, sous l'autorité de son président, par le bureau des services publics locaux de la sous-direction des compétences et des institutions locales (D.G.C.L.).

En 2004, deux arrêtés ont modifié la composition du Conseil depuis son renouvellement le 26 avril 2002 (la liste complète des membres et des modifications intervenues figurent à l'annexe 1) :

- Au titre des représentants de l'administration :

- par arrêté du 28 avril 2004, Mme Caroline PAUL, Chef du bureau air, sols, déchets à la Direction générale de la santé, a été nommée membre titulaire en remplacement de M. Hugues MALECKI.
- par arrêté du 22 décembre 2004, M. Didier LESCHI, Chef du bureau central des cultes au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales a succédé à M. Vianney SEVAISTRE, en qualité de membre titulaire. Mme Sophie BROCAS, Chef du bureau de la déconcentration et des politiques territoriales de l'Etat au ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales a été nommée membre suppléant en remplacement de M. Eric MORVAN. M. Philippe LESNE, Chef du bureau des professions libérales au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie a été nommé membre titulaire en remplacement de Mme Catherine BERNARD.

- Au titre des représentants des maires :

- par arrêté du 22 décembre 2004, M. Patrick DOUET, membre titulaire a été nommé en remplacement de M. Bernard YWANNE.

- Au titre des représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres :
 - par arrêté du 22 décembre 2004, M. Jean-Michel PAHIN-DRIOT a remplacé M. Bernard ODOUX, en tant que membre titulaire.

- Au titre des représentants des régies municipales de pompes funèbres :
 - par arrêté du 22 décembre 2004, M. Gilbert WENTZ a été nommé en tant que membre titulaire en remplacement de M. Guy DROUILLARD et M. Patrick LEROGNON a été nommé en tant que suppléant, en remplacement de M. Jacques APRAHAMIAN.

- Au titre des représentants des associations de consommateurs :
 - par arrêté du 22 décembre 2004, M. Pierre de BERNIERES a été nommé en tant que titulaire en remplacement de M. Bernard WURTZ et M. Bernard DEBELLE, membre titulaire en remplacement de M. Pierre de BERNIERES.
 - par arrêté du 28 avril 2004, M. Jacques ESPINAS a été nommé membre titulaire en remplacement de Mme Marie-Paule LESIEUR.

- Au titre des personnalités compétentes :
 - par arrêté du 28 avril 2004, Mme Pascale TROMPETTE a été nommée en tant que membre suppléant en remplacement de M. René HAYE. M. Fabien SQUINAZI a été nommé en remplacement de M. Henry VIELLARD.

2. LES SEANCES PLENIERES

Le décret n° 93-905 du 13 juillet 1993 relatif au Conseil national des opérations funéraires prévoit la réunion de ses membres, sur convocation de son Président.

Deux séances plénières se sont tenues en 2003 et 2004.

Séance du 16 juillet 2003 :

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 10 juillet 2002.
- Le Conseil a émis un avis favorable sur un article du projet de loi relatif à la politique de santé publique concernant la certification du décès.

- Avis du Conseil sur des propositions de simplification du droit funéraire (partie réglementaire du code général des collectivités territoriales). Le Conseil ayant estimé que ces propositions étaient insuffisantes, a décidé la création d'un groupe de travail afin de réfléchir à des pistes d'amélioration des textes ;

- Des communications ont été effectuées :

- sur les travaux du groupe de travail relatif à la crémation ;
- sur un avis du Conseil d'Etat du 5 décembre 2002 relatif à la consultation du CNOF, émis lors de l'examen du projet d'ordonnance portant modernisation du régime communal, de la coopération intercommunale et des conditions d'exercice des mandats locaux à Mayotte ;

- Présentation du rapport du Conseil pour la période 1998-2002.

Séance du 27 mai 2004

- Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 16 juillet 2003.

- Le Conseil a émis un avis favorable sur l'article du projet de loi autorisant le Gouvernement à simplifier le droit funéraire par ordonnance et à prendre toutes dispositions de nature à aménager la législation applicable aux cimetières, aux opérations funéraires et à la police des funérailles.

- Des communications ont été effectuées :

- sur un projet de développement et de validation des compétences des salariés de la branche des services funéraires ;
- sur les travaux des groupes de travail relatifs aux contrats obsèques et à la simplification administrative.

3. LES GROUPES DE TRAVAIL

En vertu de l'article 9 du règlement intérieur du Conseil national des opérations funéraires, toute question qui est soumise à ce dernier, peut être renvoyée pour étude à un groupe de travail dont la constitution relève de l'initiative du Président.

Deux groupes de travail ont été constitués depuis 2003 :

- Simplification administrative
- Contrats obsèques.

- Simplification administrative

Le groupe de travail créé lors de la séance plénière du 16 juillet 2003 a pour mission d'étudier des mesures de simplification et d'aménagement du droit funéraire.

- Contrats obsèques

Ce groupe de travail présidé par le Chef du bureau des services publics locaux a été réuni afin d'identifier les difficultés d'interprétation des textes relatifs aux contrats en prévision d'obsèques et orienter les travaux conduits en vue d'apporter d'éventuelles modifications réglementaires pour répondre à l'évolution du marché. Afin d'obtenir un éclairage juridique sur les formules proposées comportant un prix unique national et mesurer l'impact de ce type de prestations sur le marché, le Conseil de la concurrence a été saisi le 7 octobre 2004. Il devrait rendre son rapport dans le courant du 1^{er} semestre 2005.

B - LE CONSEIL NATIONAL DES OPERATIONS FUNERAIRES ET LA MODIFICATION DE LA LEGISLATION

En vertu de l'article 7 de la loi du 8 janvier 1993 dont les dispositions ont été codifiées à l'article L. 1241-1 du code général des collectivités territoriales, le Conseil national des opérations funéraires est consulté sur les projets de textes relatifs à la législation et à la réglementation funéraires. Dans ce cadre le Conseil a été consulté sur les textes suivants :

1. LES TEXTES MODIFIANT LA LEGISLATION FUNERAIRE

- Article 25 de la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique concernant la certification du décès.

Cet article a modifié l'article L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales en poursuivant deux objectifs :

- d'une part, permettre la transmission directe de la partie médicale du certificat de décès à l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM), chargé d'établir la statistique nationale des causes de décès, et l'évolution vers la télétransmission de ce certificat ;
- d'autre part, prévoir l'utilisation des informations contenues dans les certificats, à des fins de veille et d'alerte.

Cet article figure à l'annexe 2.

- Articles 10, 11 et 12 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification administrative.

Le 1^o du I de l'article 10 de la loi du 9 décembre 2004 autorise le Gouvernement à prendre par ordonnance toutes dispositions de nature à « aménager la législation applicable aux cimetières, aux opérations funéraires et à la police des funérailles ».

Le Conseil s'est déclaré favorable, à l'unanimité, à cette mesure.

Désormais, les articles 11 et 12, introduits par voie d'amendements parlementaires, codifiés respectivement aux articles L. 2223-34-1 et L. 2223-35-1 du code général des collectivités territoriales prévoient que le contractant ou le souscripteur d'un contrat en prévision d'obsèques comportant des prestations funéraires a la faculté de modifier, de son vivant, la nature des obsèques, le mode de sépulture, le contenu des prestations et fournitures funéraires, l'opérateur habilité désigné pour exécuter les obsèques et, le cas échéant, le mandataire désigné pour veiller à la bonne exécution des volontés exprimées (...). Le non respect de la liberté de modification par le client ou la proposition d'un contrat n'incluant pas cette faculté entraîne une amende de

15.000 € (article 12). Il est également prévu à l'article 11 que le contenu des prestations soit obligatoirement détaillé.

- Ces articles figurent à l'annexe 2.

2. LES PROJETS DE MODIFICATION DE LA LEGISLATION FUNERAIRE

Plus de dix années se sont écoulées depuis la réforme introduite par la loi du 8 janvier 1993 modifiant profondément l'organisation du service extérieur des pompes funèbres et mettant fin au monopole communal, et force est de constater que les textes en vigueur nécessitent une adaptation afin de répondre aux évolutions de la société, remédier à la grande complexité du droit funéraire.

Face à ce constat, des groupes de travail ont été constitués au sein du Conseil national des opérations funéraires, afin de réfléchir à des pistes d'amélioration des textes.

Les propositions qui ont été dégagées poursuivent, principalement, les objectifs ci-après :

- 1. Offrir aux familles plus de lieux de sépulture pour accueillir les urnes et disperser les cendres.** Il est prévu ainsi que la création et la gestion d'un site cinéraire relève de la seule compétence des maires ou des établissements publics de coopération intercommunale qui pourront en déléguer aussi bien la création que la gestion.
- 2. Simplifier les démarches administratives consécutives au décès.** Le droit funéraire se caractérise par la délivrance, par les maires, d'un grand nombre d'autorisations, du décès à l'inhumation ou la crémation. Les solutions proposées visent à transformer les autorisations de transport de corps, de soins de conservation ou de moulage de corps, en déclarations préalables. Cette réforme permettra d'alléger les tâches des opérateurs funéraires ainsi que du maire qui restera l'autorité de police des opérations funéraires.
- 3. Réformer la procédure de l'enquête de commodo et incommodo.**
L'enquête de commodo et incommodo est une procédure préalable et nécessaire à la délivrance des autorisations par le préfet pour les projets de création ou d'extension d'une chambre funéraire, d'un crématorium, ainsi que pour la création et l'agrandissement d'un cimetière.
Aucun texte législatif ou réglementaire ne définit ce type d'enquête, ce qui entraîne une grande incertitude juridique qui pose de nombreuses difficultés quant aux modalités de sa mise en œuvre. Les propositions visent à substituer à l'enquête de commodo et incommodo le régime juridique de l'enquête publique définie par le code de l'environnement.

Cette réforme utilisera deux vecteurs. Une ordonnance prise dans le cadre de l'article 10 de la loi du 9 décembre 2004 habilitant le Gouvernement à simplifier le droit, pour la partie législative du CGCT et un décret en Conseil d'Etat pour la partie réglementaire. Les propositions de texte seront soumises à l'avis du Conseil national des opérations funéraires dans le courant du 1^{er} semestre 2005.

II - LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DU SECTEUR FUNERAIRE

A – LA PROCEDURE D'HABILITATION

1. LE BILAN DES HABILITATIONS

ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN AU 31 MARS 2004

Types d'opérateurs	NOMBRE D'HABILITATIONS DELIVREES *	PRESTATIONS FUNERAIRES ASSUREES *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Régies	2083	128	308	498	63	175	70	119	261	1872
Entreprises	11028	5261	6254	7873	1281	7509	3391	1819	5311	8792
Associations	3	0	2	2	0	2	0	0	1	2
TOTAL	13114	5389	6564	8373	1344	7686	3461	1938	5573	10666

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
9. Fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

* Pour les départements du Rhône et des Vosges les informations n'étant pas disponibles, les chiffres 2001 ont été repris.

L'enquête relative à la mise en oeuvre de la procédure d'habilitation a révélé qu'au 31 mars 2004, 13114 habilitations ont été délivrées par les préfectures.

Si on compare ces chiffres avec le nombre d'habilitations délivrées au 1^{er} juillet 1999 (soit 15270), et au 1^{er} juillet 2001 (14949), on remarque que le nombre d'opérateurs funéraires a baissé de 12% depuis l'enquête du 1^{er} juillet 2001 et de 14% depuis celle du 1^{er} juillet 1999.

Les régies

Au 31 mars 2004, **2083** régies municipales étaient habilitées sur le territoire métropolitain. On constate donc une diminution de 29% du nombre de régies au cours des 5 dernières années puisque 2950 habilitations avaient été délivrées au 1^{er} juillet 1999.

En ce qui concerne les activités exercées en 2004, seules **59** régies sont habilitées pour la fourniture des 6 prestations essentielles (transport de corps avant mise en bière, transport de corps après mise en bière, organisation des obsèques, fourniture des cercueils, fourniture des corbillards et fourniture des personnels) ; **73** régies sont habilitées pour la fourniture des cinq prestations essentielles susmentionnées à l'exclusion du transport de corps avant mise en bière.

La très grande majorité des régies, soit environ 70 % d'entre elles, ne fournissent que le personnel nécessaire aux inhumations, exhumations et crémations (fossoyeurs municipaux).

Les entreprises

11028 opérateurs funéraires étaient habilitées sur le territoire métropolitain au 31 mars 2004. On constate une diminution des opérateurs funéraires de 10% au cours des cinq dernières années, puisque 12316 habilitations avaient été délivrées au 1^{er} juillet 1999.

Les éléments de l'enquête relative à la mise en œuvre de la procédure d'habilitation sur le territoire métropolitain figurent à l'annexe 3.

2. LE BILAN DES SANCTIONS

L'article L. 2223-25 du code général des collectivités territoriales a prévu que l'habilitation pouvait être suspendue pour une durée maximum d'un an ou retirée, après mise en demeure, par le représentant de l'Etat dans le département où les faits auront été constatés, pour les motifs suivants :

- non-respect des conditions auxquelles était soumise sa délivrance, définies en application des dispositions des articles L.2223-23 et L.2223-24 du code précité ;
- non-respect du règlement national des pompes funèbres ;
- non-exercice ou cessation d'exercice des activités au titre desquelles elle a été délivrée ;
- atteinte à l'ordre public ou danger pour la salubrité publique.

RETRAITS ET ABROGATIONS D'HABILITATION (2003-2004)

DEPARTEMENTS	CESSATION D'ACTIVITE	LIQUIDATION JUDICIAIRE	REPRISE PAR UN AUTRE OPERATEUR	AUTRES
Ain	1		3	
Bouches-du-Rhône	23	1	1	
Calvados	2			1
Cantal	29			1
Charente-Maritime	12			2
Corrèze	2			1
Haute-Corse				1
Dordogne	3			1
Doubs	8	1		
Drôme	4			
Ille-et-Vilaine	2			1
Loire	3			5
Lot-et-Garonne	4			
Lozère	7			
Manche	2			
Haute-Marne	2			
Nord	106		1	12
Pas-de-Calais	17	2		
Hautes-Pyrénées	4			
Bas-Rhin	11	4	1	2
Haut-Rhin	5	1		
Rhône	3			
Haute-Savoie	1			
Seine-Maritime	6			1
Yvelines	8		2	1
Somme	2		3	
Vaucluse	5			
Yonne	4			
Essonne	8			
Hauts-de-Seine	2			1
Val-de-Marne	69	1	2	
TOTAL	355	10	13	30

Tableau 1 – Seuls les départements figurant dans cette liste ont prononcé des décisions de retrait et d'abrogation d'habilitation.

SUSPENSIONS D'HABILITATION (2003-2004)

DEPARTEMENT	SUSPENSION	MOTIFS
Seine-Saint-Denis	1 année	Exercice de l'activité d'exhumation sans autorisation

Pour la période 2003 à 2004, **355** décisions de retrait pour cessation d'activité ont été prononcées alors que ce chiffre atteignait **150** pour les 5 dernières années et 30 décisions de retrait pour divers motifs ont été rendues contre 10 au cours des 5 dernières années.

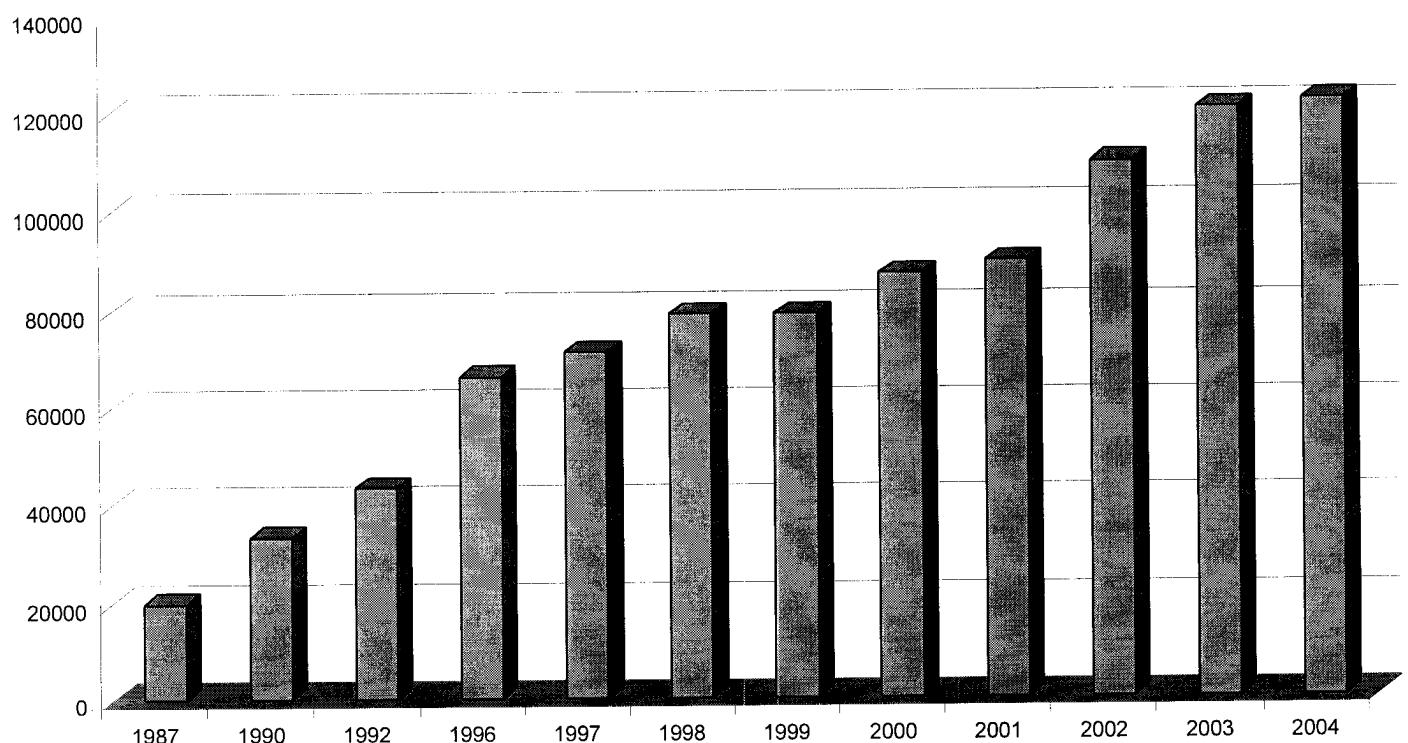
Cette augmentation est cohérente avec la forte diminution observée pour les habilitations.

B. LE POINT SUR LA CREMATION

Depuis près de 20 ans, la crémation est en constante augmentation en France. En 2004, elle a concerné plus de 23,5% des décès, alors que ce chiffre n'atteignait que 3,8% en 1987.

En 1998, on assiste à une forte croissance du nombre des crémations qui représentait 14,6% des décès. Cette évolution est confirmée les années suivantes avec 15,9% des décès en 1999, 16,5% en 2000, 18,6% en 2001, 20% en 2002, 21,5% en 2003 et 23,5% en 2004

évolution de la crémation en France (23,5%) des décès en 2004



Pour expliquer cette progression, diverses raisons peuvent être avancées :

- sociologiques (éclatement des familles, éviter l'entretien d'une tombe à sa descendance à une époque de plus grande mobilité, perte du sentiment d'appartenance à la commune où l'on doit être enterré ; diminution du caractère social des obsèques à une époque où plus de trois personnes sur quatre décèdent à l'hôpital) ;
- religieuses (tolérance de l'Eglise catholique) ;
- psychologiques (perte de la dimension sacrée du corps, la mort étant plus perçue comme « l'arrêt des fonctions biologiques » selon Franck Lehuédé, chargé d'études au Credoc) ;
- matérielles (développement du nombre de crématoriums) ;
- financières (la crémation est moins chère que l'inhumation ; toutefois, l'économie représentée par l'incinération n'est effective que dans le cas où elle n'est pas suivie d'une inhumation de l'urne dans une sépulture mais d'une remise des cendres à la famille). Prix prohibitifs des concessions dans les cimetières des grandes villes alliés au manque de concessions.

Conformément à l'article L.2223-40 du code général des collectivités territoriales, « les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums ».

Il y a aujourd'hui 115 crématoriums en France (et une dizaine en construction) ; 32 sont gérés en régies, 5 par des sociétés d'économie mixte et 78 sont gérés par voie déléguée. Aujourd'hui, les crémations se font majoritairement dans les crématoriums gérés par voie déléguée (55,2%, contre 36% dans des crématoriums gérés en régie et 8,8 %, dans ceux gérés par une SEM), sachant qu'en 1998, ils étaient majoritairement réalisés dans des crématoriums gérés en régie (44% des crémations étaient réalisées dans des crématoriums gérés en régie en 1998, 42,8% dans ceux gérés en DSP et 13,2 % dans ceux gérés par une SEM).

GESTION DES CREMATORIUMS	NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
	CREMATION PAR ANNEES						
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
REGIES	34865	37935	37202	41133	43158	44084	43809
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE	10436	10587	10311	10357	10936	11343	10727
ENTREPRISES	33926	38707	42178	49159	55332	64806	67324
TOTAL	79227	87229	89691	100649	109426	120233	121860

Les chiffres détaillés par crématorium et par département figurent à l'annexe 4

La crémation en France reste toutefois à un niveau bien inférieur à celui que l'on trouve dans la grande majorité des pays européens, et par exemple au Danemark, en Suède ou en Grande-Bretagne (taux de 72%) ou encore en Suisse (76%).

TABLEAU - LA CRÉMATION EN EUROPE – (STATISTIQUES 2003)

PAYS	Taux de crémation
Allemagne	40,10%
Autriche	23,68%
Belgique	38,86% (Bruxelles : 50%)
Danemark	72,57 %
Espagne	18%
Finlande	30,30%
France	21,80%
Grande-Bretagne	72,30% (Londres 80%)
Irlande	6,78%
Italie	7,49%
Luxembourg	40,74%
Norvège	31,59%
Pays-Bas	50,90%
Portugal	28%
Suède	72,12%
Suisse	76,25% (Genève 80%)

C. LES EQUIPEMENTS FUNERAIRES

1) Les chambres funéraires

Les chambres funéraires ont pour objet de recevoir, avant l'inhumation ou la crémation, le corps des personnes décédées (1^{er} alinéa de l'article L. 2223-38 du code général des collectivités territoriales).

**REPARTITION DES CHAMBRES FUNERAIRES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (Hors DOM)**
(chiffres au 31 mars 2004)

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE	
	Chambres funéraires	capacité
ALSACE		
67 - Bas-Rhin	24	157
68 - Haut-Rhin	20	102
TOTAL	44	259
AQUITAINE		
24 - Dordogne	18	72
33 - Gironde	35	163
40 - Landes	15	71
47 - Lot-et-Garonne	13	58
64 - Pyrénées-Atlantiques	26	105
TOTAL	107	469
AUVERGNE		
03 - Allier	7	52
15 - Cantal	7	21
43 - Haute-Loire	18	56
63 - Puy-de-Dôme	22	98
TOTAL	54	227
BASSE-NORMANDIE		
14 - Calvados	11	48
50 - Manche	22	81
61 - Orne	17	65
TOTAL	50	194
BOURGOGNE		
21 - Côte-d'Or	15	76
58 - Nièvre	8	32
71 - Saône-et-Loire	32	138
89 - Yonne	16	54
TOTAL	71	300

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE	
	Chambres funéraires	capacité
BRETAGNE		
22 - Côtes d'Armor	50	200
29 - Finistère	35	112
35 - Ille-et-Vilaine	26	92
56 - Morbihan	53	155
TOTAL	164	559
CENTRE		
18 - Cher	8	33
28- Eure-et-Loir	18	76
36 - Indre	8	43
37 - Indre-et-Loire	23	90
41 - Loir-et-Cher	14	58
45 - Loiret	21	107
TOTAL	92	407
CHAMPAGNE-ARDENNES		
08 - Ardennes	10	31
10 - Aube	12	49
51- Marne	22	109
52 - Haute-Marne	10	32
TOTAL	54	221
CORSE		
2A - Corse Sud	0	0
2 B - Haute Corse	0	0
TOTAL	0	0
FRANCHE-COMTE		
25 - Doubs	17	77
39 - Jura	16	43
70 - Haute-Saône	22	66
90 - Territoire de Belfort	9	28
TOTAL	64	214
HAUTE-NORMANDIE		
27 - Eure	16	127
76 - Seine-Maritime	33	206
TOTAL	49	333
ILE-DE-FRANCE		
75 - Ville de Paris	3	116
77 - Seine-et-Marne	18	107
78 - Yvelines	10	67
91 - Essonne	19	175
92 - Hauts-de-Seine	6	79
93 - Seine-Saint-Denis	8	148
94 - Val-de-Marne	4	84
95 - Val-d'Oise	8	62
TOTAL	76	838

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE	
	Chambres funéraires	capacité
LANGUEDOC-ROUSSILLON		
11 - Aude	9	35
30 - Gard	22	102
34 - Hérault	15	73
48 - Lozère	4	10
66 - Pyrénées-Orientales	16	66
TOTAL	66	286
LIMOUSIN		
19 - Corrèze	10	35
23 - Creuse	6	20
87 - Haute-Vienne	19	91
TOTAL	35	146
LORRAINE		
57 - Meurthe-et-Moselle	26	64
55 - Meuse	12	38
57 - Moselle	41	189
88 - Vosges	33	88
TOTAL	112	379
MIDI-PYRENEES		
09 - Ariège	8	28
12 - Aveyron	11	39
31 - Haute-Garonne	18	117
32 - Gers	5	17
46 - Lot	6	22
65 - Hautes-Pyrénées	7	24
81 - Tarn	8	44
82 - Tarn-et-Garonne	4	13
TOTAL	67	304
NORD		
59 - Nord	96	336
62 - Pas-de-Calais	ND	ND
TOTAL	96	336
PAYS DE LA LOIRE		
44 - Loire-Atlantique	24	82
49 - Maine-et-Loire	18	72
53 - Mayenne	11	59
72 - Sarthe	28	101
85 - Vendée	42	139
TOTAL	123	453
PICARDIE		
02 - Aisne	27	93
60 - Oise	21	124
80 - Somme	21	91
TOTAL	69	308

REGIONS ET DEPARTEMENTS	CHAMBRES FUNERAIRES HABILITEES ET CAPACITE	
	Chambres funéraires	capacité
POITOU-CHARENTES		
16 - Charente	18	54
17 - Charente-Maritime	20	72
79 - Deux-Sèvres	21	65
86 -Vienne	20	71
TOTAL	79	262
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		
04 -Alpes de Haute Provence	2	12
05 - Hautes-Alpes	5	24
06 - Alpes-Maritimes	8	88
13 - Bouches-du-Rhône	19	155
83 - Var	14	93
84 - Vaucluse	7	30
TOTAL	55	402
RHONE-ALPES		
01 - Ain	29	137
07 - Ardèche	18	62
26 - Drôme	10	38
38 - Isère	14	29
42 - Loire	19	93
69 - Rhône	19	155
73 - Savoie	8	45
74 - Haute-Savoie	ND	ND
TOTAL	117	559

2) Les crématoriums

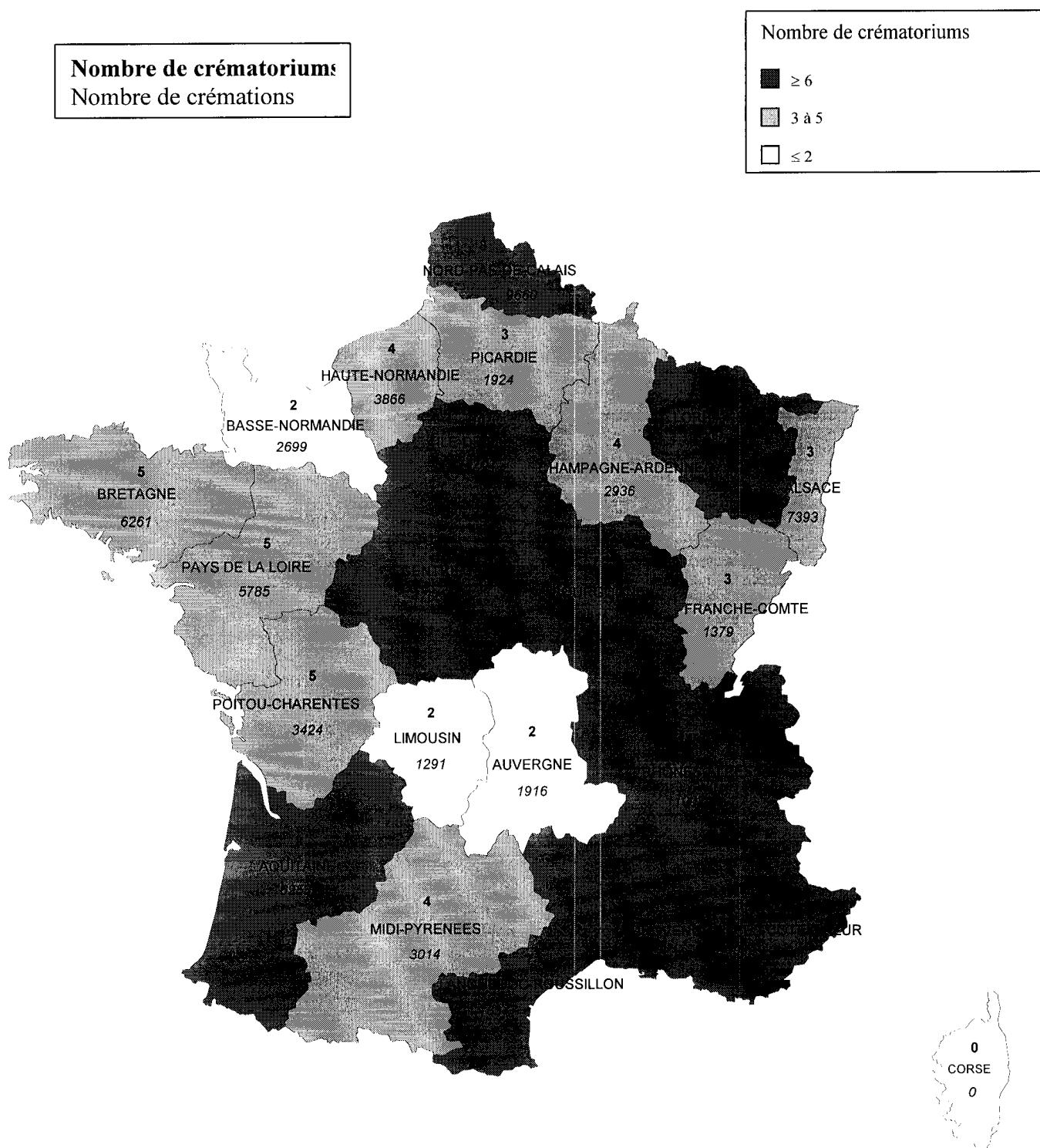
REPARTITION DES CREMATORIUMS PAR DEPARTEMENT ET PAR REGION AU 31 MARS 2004

Régions	Départements	Nombre de crématoriums		
		habilités	à venir	TOTAL par région
ALSACE	67 Bas-Rhin	1		3
	68 Haut-Rhin	2		
AQUITAINE	24 Dordogne	1		8
	33 Gironde	2		
	40 Landes	1		
	47 Lot-et-Garonne	2		
	64 Pyrénées Atlantiques	2		
AUVERGNE	03 Allier	1	1	2
	15 Cantal	0		
	43 Haute-Loire	0		
	63 Puy de Dôme	1		
BASSE NORMANDIE	14 Calvados	2		2
	50 Manche	0	1	
	61 Orne	0		
BOURGOGNE	21 Côte d'Or	1		7
	58 Nièvre	1		
	71 Saône-et-Loire	3		
	89 Yonne	2		
BRETAGNE	22 Côte d'Armor	1		5
	29 Finistère	2		
	35 Ile et Vilaine	1		
	56 Morbihan	1		
CENTRE	18 Cher	1		7
	28 Eure-et-Loir	2		
	36 Indre (création le 15/11/04)	1		
	37 Indre-et-Loire	1		
	41 Loir-et-Cher	0		
	45 Loiret	2		
CHAMPAGNE-ARDENNES	08 Ardennes	1		4
	10 Aube	1		
	51 Marne	2		
	52 Haute Marne	0		
CORSE	2A Corse du Sud	0		0
	2B Haute Corse	0		

Régions	Départements	Nombre de crématoriums		
		habilités	à venir	TOTAL par région
FRANCHE-CONTÉ	25 Doubs	2		
	39 Jura <i>(création le 06/12/04)</i>	1		3
	70 Haute-Saône	0		
	90 Territoire de Belfort	0		
HAUTE-NORMANDIE	27 Eure	1		
	76 Seine Maritime <i>(création le 19/10/04)</i>	3	1	4
LANGUEDOC-ROUSSILLON	11 Aude	1		
	30 Gard	2		
	34 Hérault	3		7
	48 Lozère	0		
	66 Pyrénées Orientales	1		
LIMOUSIN	19 Corrèze	1		
	23 Creuse	0		2
	87 Haute-Vienne	1		
LORRAINE	54 Meurthe-et-Moselle	2		
	55 Meuse	1		
	57 Moselle	3	2	7
	88 Vosges	1	1	
MIDI-PYRÉNÉES	09 Ariège	0		
	12 Aveyron <i>(création le 10/01/04)</i>	1		
	31 Haute-Garonne	1		
	32 Gers	0		4
	46 Lot	0		
	65 Hautes Pyrénées	1		
	81 Tarn	1		
	82 Tarn-et-Garonne	0	1	
NORD PAS DE CALAIS	59 Nord	6		
	62 Pas de Calais	2		8
PAYS DE LOIRE	44 Loire Atlantique	2		
	49 Maine-et-Loire	1		
	53 Mayenne	0	1	5
	72 Sarthe	1		
	85 Vendée	1	1	
PICARDIE	02 Aisne	0		
	60 Oise	1	1	3
	80 Somme	2		

Régions	Départements	Nombre de crématoriums		
		habilités	à venir	TOTAL par région
POITOU-CHARENTES	16 Charente	1		
	17 Charente-Maritime	2		
	79 Deux-Sèvres	1		
	86 Vienne	1		5
PROVENCE-COTE D'AZUR	04 Alpes de Haute Provence	1		
	05 Hautes Alpes	0	2	
	06 Alpes Maritimes	2		
	13 Bouche du Rhône	2		
	83 Var	2	1	
	84 Vaucluse	1		
ILE-DE-FRANCE	75 Paris	1		
	77 Seine-et-Marne	0		
	78 Yvelines	0	1	
	91 Essonne	3		
	92 Hauts-de-Seine	1		
	93 Seine-Saint-Denis	2		
	94 Val-de-Marne	2		
	95 Val-d'Oise	1		
RHONE-ALPES	01 Ain	1		
	07 Ardèche	0		
	26 Drôme	1		
	38 Isère	1	1	
	42 Loire	3		
	69 Rhône	3		
	73 Savoie	1		
	74 Haute-Savoie	2		

Répartition des crématoriums par région au 31 mars 2004



D – LE SECTEUR FUNERAIRE

1) Les chiffres

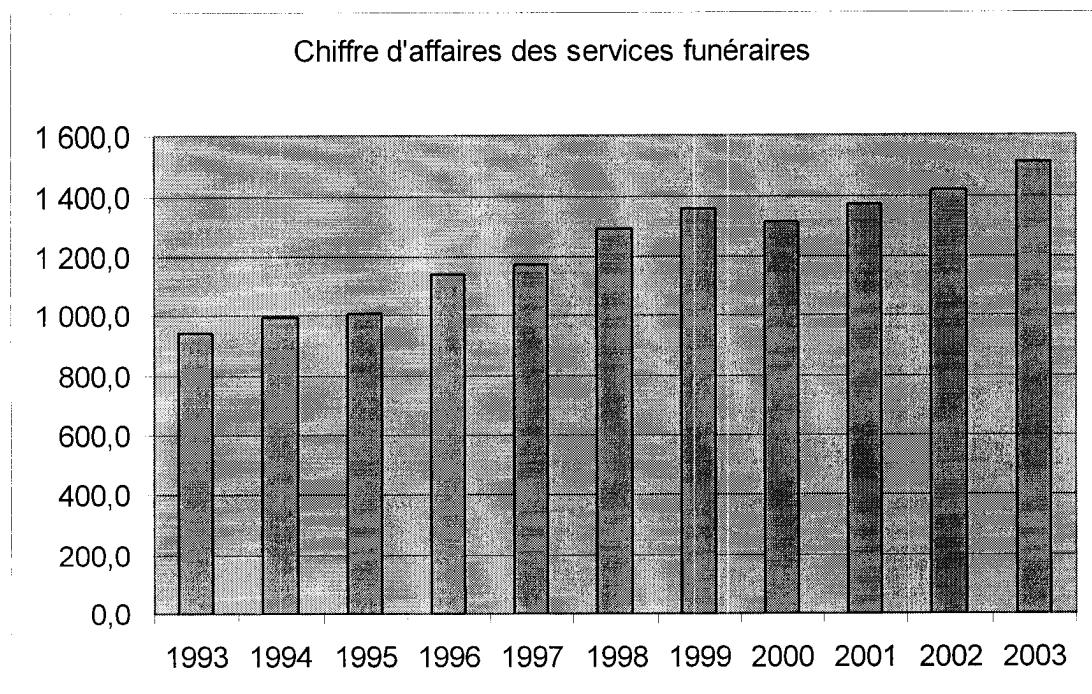
- **Nombre de décès** : Tableau - Chiffres Insee

ANNEE	NOMBRE DE DECES, France entière
1998	543 525
1999	547 377
2000	544 712
2001	541 543
2002	544 148
2003	560 077
2004	518 100

- **Espérance de vie** : Selon l'INSEE, l'espérance de vie des hommes à la naissance était de 73,9 en 1995, elle atteint 76,7 en 2004. L'espérance de vie des femmes à la naissance était de 81,9 en 1995 et de 83,8 en 2004.

• **Chiffre d'affaires, nombre d'entreprises et effectifs**

Pour le secteur funéraire (hors marbrerie et activités florales), on estime que le nombre d'entreprise en France est d'environ 3.000. Elles emploient environ 17.000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires d'environ 1,5 milliard d'euros.



Années	Soins aux défunt	Pompes funèbres	Total	Croissance
1993	34,2	909,2	943,4	
1994	26,0	965,4	991,4	5,1%
1995	19,4	989,3	1 008,7	1,7%
1996	25,0	1 114,6	1 139,6	13,0%
1997	25,6	1 144,1	1 169,7	2,6%
1998	37,4	1 252,4	1 289,8	10,3%
1999	41,0	1 320,8	1 361,8	5,6%
2000	38,0	1 279,0	1 317,0	-3,3%
2001	40,0	1 337,0	1 377,0	4,6%
2002	41,0	1 380,0	1 421,0	3,2%
2003	43,1	1 469,7	1 512,8	6,5%

Sources : INSEE, XERFI, Les Entreprises des Services

2) Les principales associations et les fédérations

Les principales associations et fédérations constituées dans le secteur funéraire sont les suivantes :

Nom des associations et des fédérations	Année de création	Président	Nombre et qualité des adhérents
Association Nationale des Personnels de Cimetières (A.N.A.P.E.C.)	1999	Guy de ROP	100 adhérents
Confédération des Professionnels du Funéraire et de la Marbrerie (C.P.F.M.)	1927	Jean-Michel PAHIN DRIOT	500 adhérents représentant 2300 points de vente
Fédération Française de pompes funèbres (F.F.P.F.)	1970	Alain HOFFARTH	600 adhérents
Fédération nationale des services funéraires publics (F.N.S.F.P.)	1982	Jean-Marcel CASTET	50 régies municipales représentant 150 communes
Union des Professionnels du Funéraire (UPF)	2002	Frédéric VANDENBUSSCHE	330 adhérents
Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public	1999	Corinne LOIODICE	34 adhérents représentant 293 communes
Fédération Française de Crémation	1924	Maurice THORE	167 associations
UNA Métiers de la pierre (C.A.P.E.B.)	1946	Christian SCHIEBER	5 000 adhérents

III - LES TARIFS DES PROFESSIONNELS

Les informations fiables disponibles pour l'ensemble du territoire national sur l'évolution des prix des prestations funéraires sont constituées par l'indice mensuel des prix à la consommation IPC publié au Bulletin Mensuel de Statistiques de l'INSEE.

L'INSEE procède chaque mois à des relevés de prix qui permettent d'élaborer un indice, qui, tout en étant perfectible, peut être considéré comme représentatif du marché du funéraire de par l'échantillon géographique retenu, le type de produits, de prestations et d'opérateurs chez lesquels sont effectués les relevés de prix. Son contenu détaillé ne peut évidemment être indiqué, en raison du caractère confidentiel de ce type de données. En tout état de cause, les services rendus directement par les collectivités ou les taxes, redevances, frais de concession, perçus pour leur compte, ne figurent pas dans l'indice. Il en est de même pour les prestations florales ainsi que pour tout ce qui a trait à la marbrerie funéraire.

Cet indice a pour base 100 le mois de juillet 1998.

Les valeurs relevées pour les années 2002 à 2004 sont les suivantes :

	JAN	FEV	MA	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOU	SEP	OCT.	NOV.	DEC	Moy Annuelle
2002	110,3	110,4	110,6	110,7	110,9	111,3	111,9	112,0	111,9	112,0	112,1	112,1	111,4
2003	113,0	113,4	114,5	115,0	115,2	115,4	115,8	115,8	116,2	116,2	116,5	116,5	115,3
2004	117,8	118,7	119,4	119,7	119,7	119,8	119,9	119,9	120,0	120,2	120,6		119,6 sur 11 mois

Moyenne 2002 : 111,4

Moyenne 2003 : 115,3

Moyenne 2004 : 119,6 sur 11 mois

	2002	2003	2004
Indice des prix Services Funéraires	111,4	115,3	119,6
Moyenne annuelle			
Indice des prix à la consommation Ensemble hors tabac	105,5	107,5	109,3
Moyenne annuelle			

L'analyse permet de dégager les tendances suivantes :

- sur la période 2002 et 2004, les prix des prestations funéraires ont augmenté de 7,4% soit plus que sur la période 2000-2002 (+6,3%)*.
- en évolution annuelle, les prix des services funéraires ont augmenté de :
 - + 2,5% en 1999
 - + 2,2% en 2000
 - + 2,9% en 2001
 - + 3,2% en 2002
 - +3,5% en 2003
 - + 3,7% en 2004

L'évolution de l'indice des prix des prestations funéraires demeure très supérieure à celle de l'indice d'ensemble des prix à la consommation hors tabac qui a progressé en moyenne de +1,7% en 2004 et de +3,6% depuis 2002 contre respectivement +3,7% et +7,4% pour les services funéraires. Le taux de hausse actuel est donc voisin du double de l'inflation. Le rythme de la hausse des prix s'accélère depuis 2000 : depuis cette date, le taux est chaque année plus élevé. Ce constat peut conduire à s'interroger sur le fonctionnement du marché dans la mesure où ces évolutions ne semblent pas toujours fondées sur des variations de coûts équivalentes.

*Moyenne 2002 : 111,4 - Moyenne 2000 : 104,8

ANNEXE 1

Membres du Conseil national des opérations funéraires 2002-2006

COLLEGES	(ARRETE DU 26 AVRIL 2002)	ARRETES MODIFICATIFS	DATES	NOMINATION
Représentants de l'Etat	M. Dominique BUR -Président M. Vianney SEVAISTRE -Titulaire M. Eric MORVAN - Suppléant M. Jean-Louis GAUGIRAN - Titulaire Mme Francine KAHN - Suppléante M. Hugues MALECKI – Titulaire M. M. Jean VOEGTLIN - Suppléant Mme Catherine BERNARD – Titulaire M. Jean-Paul OLIVIER- Suppléant	22/12/04 22/12/04 22/12/04	22/12/04 22/12/04	M. Dominique SCHMITT M. Didier LESCHI Mme Sophie BROCAS
Représentants des maires	M. Bertrand DELANOE - Titulaire M. Jean GERMAIN - Suppléant M. Jules HAYART - Titulaire M. André SENEGRAS - Suppléant M. Bernard YWANNE – Titulaire M. Michel LAUBIER - Suppléant M. Raymond COUDERC- Titulaire M. Henri PALLIER- Suppléant	22/12/04	28/04/04	M. Hugues MALECKI
Représentants des présidents de groupements de communes	M. Gérard ROUVIERE - Titulaire M. Marcel REPELLIN - Suppléant			M. Philippe LESNE
Représentants des régies municipales de pompes funèbres	M. Guy DROUILLARD – Titulaire M. Jacques APRAHAMIAN- Suppléant Mme Corinne LOIODICE - Titulaire M. Jean-Claude BASTIT - Suppléant	22/12/04 22/12/04	22/12/04	M. Gilbert WENTZ M. Patrick LEROGNON
Représentants des entreprises et des associations de pompes funèbres	M. Bernard ODOUX- Titulaire M. Alain CALTIAU - Suppléant M. Joseph GUEZ - Titulaire M. Alain HOFFARTH - Suppléant M. Christian MAFFET - Titulaire M. Philippe MARTINEAU - Suppléant	22/12/04	22/12/04	M. Jean-Michel PAHIN-DRIOT
Représentants des salariés	M. Hubert LECLERC - Titulaire M. Léonard LO BUE - Suppléant M. Pierre LAUZAT - Titulaire M. Tino MANINI- Suppléant M. Thierry TOURNAIRE - Titulaire Mme Armelle PELAPRAT - Suppléant M. Gilles COLPIN - Titulaire M. Jean-Paul VEREECKE - Suppléant M. Patrice HUBERT - Titulaire M. Jean-Yves FRITZ - Suppléant			
Représentants des familles	Mme Henriette BOYER - Titulaire M. Nicolas REVENU - Suppléant Mme Annick OUISSE - Titulaire M. Olivier BONNET – Suppléant			

Représentants des associations de consommateurs	M. Bernard WURTZ- Titulaire M. Pierre de BERNIERES – Suppléant Mme Marie-Paule LESIEUR – Titulaire Mme Nicole MATHIEU- Suppléante Mme Claire BUREAU - Titulaire Mme Simone BIGORGNE - suppléante	22/12/04 22/12/04 28/04/04	M. Pierre de BERNIERES M. Bernard DEBELLE M. Jacques ESPINAS
Personnalités compétentes	M. Christian SCHIEBER- Titulaire M. Henri DELBECQUE - Suppléant M. François BOUIS - Titulaire M. Xavier LABBEE - Suppléant M. Maurice THORE - Titulaire M. René HAYE – Suppléant M. Henry VIELLARD – Titulaire M. Daniel DELAVEAU - Suppléant	28/04/04 28/04/04	Mme Pascale TROMPETTE M. Fabien SQUINAZI

ANNEXE 2

Article L. 2223-42 du code général des collectivités territoriales

L'autorisation de fermeture du cercueil ne peut être délivrée qu'au vu d'un certificat, établi par un médecin, attestant le décès.

(L. n° 2004-806 du 9 août 2004, art. 25) « Ce certificat, rédigé sur un modèle établi par le ministère chargé de la santé, précise la ou les causes de décès, aux fins de transmission à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et aux organismes dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la commission nationale de l'informatique et des libertés. Ce même décret fixe les modalités de cette transmission, notamment les conditions propres à garantir sa confidentialité.

Les informations ne peuvent être utilisées que pour des motifs de santé publique ;

« 1° A des fins de veille et d'alerte, par l'Etat et par l'Institut de veille sanitaire ;

« 2° Pour l'établissement de la statistique nationale des causes de décès et pour la recherche en santé publique par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. »

Article L. 2223-34-1 du code général des collectivités territoriale

(L. n° 2004-1343 du 9 décembre 2004) « Toute clause d'un contrat prévoyant des prestations d'obsèques à l'avance sans que le contenu détaillé de ces prestations soit défini est réputée non écrite. »

Article L. 2223-35-1 du code général des collectivités territoriales

(L. n° 2004-1343 du 9 décembre 2004) « Afin de garantir au contractant ou au souscripteur d'une formule de prestations d'obsèques à l'avance sa pleine et entière liberté de choix sa vie durant, qu'il s'agisse d'un contrat de forme individuelle ou d'adhésion à un contrat de groupe au sens de l'article L. 140-1 du code des assurances, le contrat doit prévoir explicitement la faculté pour le contractant ou le souscripteur de modifier la nature des obsèques, le mode de sépulture, le contenu des prestations et fournitures funéraires, l'opérateur habilité désigné pour exécuter les obsèques et, le cas échéant, le mandataire désigné pour veiller à la bonne exécution des volontés exprimées au sens de l'article 3 de la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles, le ou les changements effectués à fournitures et prestations équivalentes ne donnant droit à la perception que des seuls frais de gestion prévus par les conditions générales souscrites, sous peine, en cas de non-respect par une entreprise de cette liberté de modification ou de proposition par elle d'un contrat n'incluant pas cette faculté, d'une amende de 15.000 € par infraction commise. »

ANNEXE 3

ENQUETE RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE DE LA PROCEDURE

D'HABILITATION SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN

AU 31 MARS 2004

a). NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT AU 31 MARS 2004

NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (Hors DOM) (chiffres au 31 mars 2004)		
REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
	REGIES	ENTREPRISES
ALSACE		
67 - Bas-Rhin	13	136
68 - Haut-Rhin	28	129
TOTAL	41	265
	TOTAL	306
AQUITAINE		
24 - Dordogne	0	184
33 - Gironde	52	202
40 - Landes	120	105
47 - Lot-et-Garonne	2	87
64 - Pyrénées-Atlantiques	33	291
TOTAL	207	869
	TOTAL	1076
AUVERGNE		
03 - Allier	10	103
15 - Cantal	39	51
43 - Haute-Loire	10	51
63 - Puy-de-Dôme	62	143
TOTAL	121	348
	TOTAL	469
BASSE-NORMANDIE		
14 - Calvados	22	123
50 - Manche	32	123
61 - Orne	15	69
TOTAL	69	315
	TOTAL	384

**NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (Hors DOM)
(chiffres au 31 mars 2004)**

REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
	REGIES	ENTREPRISES
BOURGOGNE		
21 - Côte-d'Or	2	71
58 - Nièvre	3	88
71 - Saône-et-Loire	16	133
89 - Yonne	7	61
TOTAL	28	353
	TOTAL	381
BRETAGNE		
22 - Côtes d'Armor	45	117
29 - Finistère	59	224
35 - Ille-et-Vilaine	46	156
56 - Morbihan	96	224
TOTAL	246	721
	TOTAL	967
CENTRE		
18 - Cher	3	111
28 - Eure-et-Loir	2	60
36 - Indre	12	140
37 - Indre-et-Loire	35	84
41 - Loir-et-Cher	0	88
45 - Loiret	5	98
TOTAL	57	581
	TOTAL	638
CHAMPAGNE-ARDENNE		
08 - Ardennes	3	49
10 - Aube	3	53
51 - Marne	2	68
52 - Haute-Marne	0	45
TOTAL	8	215
	TOTAL	223
CORSE		
2A - Corse Sud	0	10
2 B - Haute Corse	0	15
TOTAL	0	25
	TOTAL	25
FRANCHE-COMTE		
25 - Doubs	46	74
39 - Jura	5	64
70 - Haute-Saône	11	78
90 - Territoire de Belfort	1	12
TOTAL	63	228
	TOTAL	291
HAUTE-NORMANDIE		
27 - Eure	2	55
76 - Seine-Maritime	25	137
TOTAL	27	192
	TOTAL	219

**NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (Hors DOM)
(chiffres au 31 mars 2004)**

REGIONS ET DEPARTEMENTS		OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
ILE-DE-FRANCE		REGIES	ENTREPRISES
75 - Ville de Paris *	O.F.I.F.	11	144
75 - Ville de Paris *	O.F.N.I.F.	0	18
77 - Seine-et-Marne		12	111
78 - Yvelines		8	94
91 - Essonne		0	85
92 - Hauts-de-Seine		8	115
93 - Seine-Saint-Denis		5	155
94 - Val-de-Marne		1	112
95 - Val-d'Oise		12	94
TOTAL		57	928
TOTAL		985	
LANGUEDOC-ROUSSILLON			
11 - Aude		28	76
30 - Gard		105	148
34 - Hérault		35	192
48 - Lozère		36	36
66 - Pyrénées-Orientales		69	126
TOTAL		273	578
TOTAL		851	
LIMOUSIN			
19 - Corrèze		50	100
23 - Creuse		0	134
87 - Haute-Vienne		15	248
TOTAL		65	482
TOTAL		547	
LORRAINE			
57 - Meurthe-et-Moselle		4	82
55 - Meuse		0	33
57 - Moselle		13	147
88 - Vosges		102	102
TOTAL		119	364
TOTAL		483	
MIDI-PYRENEES			
09 - Ariège		41	59
12 - Aveyron		21	199
31 - Haute-Garonne		38	155
32 - Gers		2	85
46 - Lot		8	76
65 - Hautes-Pyrénées		10	82
81 - Tarn		22	129
82 - Tarn-et-Garonne		17	63
TOTAL		159	848
TOTAL		1007	
NORD			
59 - Nord		105	550
62 - Pas-de-Calais		22	213
TOTAL		127	763
TOTAL		890	

**NOMBRE D'OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES
PAR REGION ET PAR DEPARTEMENT (Hors DOM)
(chiffres au 31 mars 2004)**

REGIONS ET DEPARTEMENTS	OPERATEURS FUNERAIRES HABILITES	
	REGIES	ENTREPRISES
PAYS DE LA LOIRE		
44 - Loire-Atlantique	28	242
49 - Maine-et-Loire	29	146
53 - Mayenne	21	77
72 - Sarthe	0	95
85 - Vendée	6	163
TOTAL	84	723
	TOTAL	807
PICARDIE		
02 - Aisne	0	123
60 - Oise	1	83
80 - Somme	23	148
TOTAL	24	354
	TOTAL	378
POITOU-CHARENTES		
16 - Charente	10	187
17 - Charente-Maritime	16	145
79 - Deux-Sèvres	10	159
86 - Vienne	12	121
TOTAL	48	612
	TOTAL	660
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		
04 - Alpes de Haute Provence	11	36
05 - Hautes-Alpes	1	27
06 - Alpes-Maritimes	10	120
13 - Bouches-du-Rhône	19	159
83 - Var	17	97
84 - Vaucluse	22	109
TOTAL	80	548
	TOTAL	628
RHONE-ALPES		
01 - Ain	14	86
07 - Ardèche	15	95
26 - Drôme	5	91
38 - Isère	16	75
42 - Loire	26	126
69 - Rhône	13	104
73 - Savoie	71	54
74 - Haute-Savoie	20	85
TOTAL	180	716
	TOTAL	896
TOTAL GENERAL	2083	11028
	TOTAL GENERAL	13111

- O.F.I.F : Opérateurs funéraires implantés en France
- O.F.N.I.F : Opérateurs funéraires non implantés en France

ANNEXE 3 – (suite)

b) PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES ENTREPRISES DE POMPES FUNÉBRES AU 31 MARS 2004

*

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
9. Fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

Départements	Nombre entreprises	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Ain	86	40	46	72	8	48	25	26	81	72
Aisne	123	52	74	90	5	88	50	23	90	112
Allier	103	52	74	90	5	88	50	23	90	102
Alpes Haute -Provence	36	20	20	36	3	24	10	1	17	25
Hautes Alpes	27	12	13	16	4	15	5	8	13	27
Alpes- Maritimes	120	103	92	60	84	36	46	70	5	6
Ardèche	95	60	73	87	10	75	36	23	62	83
Ardennes	49	27	38	34	1	34	10	10	31	44
Ariège	59	27	30	44	0	44	0	6	25	42
Aube	53	20	24	53	7	42	14	10	13	53
Aude	76	33	27	67	6	57	10	6	18	50
Aveyron	199	66	77	89	4	151	6	8	76	109
Bouches -du -Rhône	159	131	123	117	133	100	118	49	137	61
Calvados	123	47	71	80	8	83	30	2	63	103
Cantal	51	22	23	38	1	30	7	11	24	40
Charente	187	45	50	97	5	61	0	19	46	173
Charente-Maritime	145	77	85	117	6	103	42	29	76	134
Cher	111	41	56	55	2	57	0	8	51	97
Corrèze	100	49	53	68	3	64	21	10	47	73
Corse du Sud	10	9	8	8	6	8	6	0	4	6
Haute-Corse	15	11	15	15	5	15	8	0	15	15
Côte d'Or	71	41	39	37	16	35	18	15	30	42
Côtes d'Armor	117	79	93	99	10	104	26	28	75	119
Creuse	134	30	37	39	17	43	4	12	25	124
Dordogne	184	67	91	108	4	97	20	32	51	112
Doubs	74	20	41	38	4	52	9	16	27	45
Drôme	91	41	56	77	12	57	25	17	51	75
Eure	55	35	36	40	12	43	25	17	28	41
Eure -et- Loir	60	46	44	54	5	47	32	21	43	48
Finistère	224	118	158	178	19	182	31	35	127	173
Gard	148	60	74	138	13	102	48	19	65	131
Haute-Garonne	155	88	86	91	4	94	23	33	76	127
Gers	85	35	48	78	0	51	0	1	30	71
Gironde	202	118	102	136	24	169	48	36	87	147

Départements	Nombre entreprises	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Hérault	192	71	80	149	4	138	42	7	81	161
Ille-et-Vilaine	156	96	112	117	32	126	0	26	112	118
Indre	140	50	72	76	2	79	79	4	0	115
Indre-et-Loire	84	56	65	63	54	63	38	21	60	79
Isère	75	38	38	38	17	39	21	27	35	45
Jura	64	38	34	36	2	43	0	21	8	42
Landes	105	35	40	45	6	54	8	15	24	76
Loir-et-Cher	88	35	47	51	3	63	26	8	40	73
Loire	126	56	74	78	12	79	43	8	50	123
Haute-Loire	51	26	38	38	3	39	1	12	38	48
Loire-Atlantique	242	107	136	181	20	171	59	27	112	192
Loiret	98	61	66	90	18	66	38	14	60	88
Lot	76	27	46	50	7	51	11	6	44	59
Lot-et-Garonne	87	47	57	58	5	60	27	19	50	78
Lozère	36	18	20	23	12	22	2	4	6	26
Maine-et-Loire	146	90	98	104	3	118	22	13	90	146
Manche	123	59	99	99	18	105	36	27	78	84
Marne	68	42	44	46	16	47	21	21	37	55
Haute-Marne	45	25	31	33	10	33	11	9	28	33
Mayenne	77	39	49	43	29	61	11	12	34	29
Meurthe-et-Moselle	82	67	63	70	16	67	49	28	61	71
Meuse	33	23	25	29	0	20	10	12	13	28
Morbihan	224	128	153	165	8	179	0	42	157	170
Moselle	147	73	75	109	4	76	68	19	70	120
Nièvre	88	34	38	37	2	53	14	7	26	58
Nord	550	230	231	384	38	394	395	79	232	471
Oise	83	38	62	66	5	60	43	18	63	70
Orne	69	38	63	67	5	60	43	19	63	56
Pas-de-Calais	213	139	232	259	10	255	224	54	233	272
Puy-de-Dôme	143	68	90	109	16	110	51	27	76	122
Pyrénées-Atlantiques	291	128	128	117	19	124	106	24	102	255
Hautes-Pyrénées	82	42	50	56	6	68	13	4	47	68
Pyrénées-Orientales	126	47	61	179	19	84	29	27	76	76
Bas-Rhin	136	76	92	97	1	95	42	31	87	128
Haut-Rhin	129	63	80	96	10	97	22	19	78	115
Rhône **	104	49	51	56	15	58	45	35	25	64
Haute-Saône	78	45	52	53	6	63	18	31	48	60
Saône-et-Loire	133	77	78	97	27	98	29	34	82	108
Sarthe	95	62	60	78	19	61	26	29	54	70
Savoie	54	45	48	81	9	41	31	13	45	51
Haute-Savoie	85	34	36	36	7	35	28	13	32	77
Ville de Paris	162	55	101	138	35	135	85	1	94	141
Seine-Maritime	137	84	98	113	7	106	56	36	70	74
Seine-et-Marne	111	54	63	90	4	79	69	26	44	103
Yvelines	94	42	49	74	22	64	0	8	44	69
Deux-Sèvres	159	47	47	65	28	63	0	27	36	151
Somme	148	47	88	103	5	104	68	23	84	123

Départements	Nombre entreprises	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Tarn	129	49	57	55	4	65	11	8	32	102
Tarn-et-Garonne	63	42	44	43	7	47	42	5	43	54
Var	97	78	81	80	52	81	35	15	76	88
Vaucluse	109	42	50	88	20	71	14	6	44	74
Vendée	163	92	100	111	12	104	32	41	91	157
Vienne	121	44	58	102	9	71	3	25	45	91
Haute-Vienne	248	54	71	79	4	76	22	29	46	69
Vosges **	102	48	54	70	10	72	23	18	43	67
Yonne	61	43	52	58	11	56	23	20	47	60
Territoire de Belfort	12	10	10	11	1	10	3	7	8	10
Essonne	85	52	56	74	15	72	61	9	53	80
Hauts-de-Seine	115	41	50	101	8	94	58	7	41	108
Seine-Saint-Denis	155	25	45	134	29	131	92	8	36	147
Val de Marne	112	34	51	99	10	87	63	3	33	103
Val d'Oise	94	34	38	80	27	67	46	7	26	59
TOTAL	11 028	5 261	6 254	7 873	1 281	7 509	3 391	1 819	5 311	8 792

(**) : reprise des données de juillet 2001

ANNEXE 3 – (suite)

**c) PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES RÉGIES MUNICIPALES DE
POMPES FUNÉBRES AU 31 MARS 2004**

*

1. Transport de corps avant mise en bière
2. Transport de corps après mise en bière
3. Organisation des obsèques
4. Soins de conservation
5. Fourniture housses, cercueils et accessoires intérieurs et extérieurs et urnes cinéraires
6. Fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires
7. Gestion et utilisation des chambres funéraires
8. Fourniture des corbillards et des voitures de deuil
9. Fourniture de personnel, objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations

Départements	Nombre régies	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Ain	14	0	0	7	0	0	0	0	0	14
Aisne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Allier	10	0	0	0	0	0	0	0	0	10
Alpes Haute -Provence	11	0	4	11	0	1	0	0	3	10
Hautes Alpes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Alpes- Maritimes	10	9	3	7	3	0	0	9	0	1
Ardèche	15	0	1	15	0	1	0	0	1	15
Ardennes	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Ariège	41	0	19	22	0	0	0	0	3	41
Aube	3	0	0	2	0	0	0	0	1	3
Aude	28	1	9	17	0	3	1	0	1	28
Aveyron	21	0	7	2	0	0	0	0	9	15
Bouches -du -Rhône	19	9	14	12	8	12	9	5	13	18
Calvados	22	1	2	6	0	2	0	0	2	21
Cantal	39	0	2	9	0	1	0	0	2	39
Charente	10	0	0	2	0	0	0	0	0	10
Charente-Maritime	16	2	5	15	2	2	1	2	3	13
Cher	3	0	1	0	0	0	0	0	1	2
Corrèze	50	0	0	0	0	0	0	0	0	50
Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Haute-Corse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Côte d'Or	2	0	0	0	0	0	0	2	0	0
Côtes d'Armor	45	0	2	9	6	1	1	0	4	42
Creuse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dordogne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Doubs	46	1	2	1	0	1	0	1	2	46
Drôme	5	0	0	3	0	0	0	0	1	5
Eure	2	0	0	0	0	0	0	0	0	2
Eure -et- Loir	2	0	0	1	0	0	0	0	0	2
Finistère	59	0	6	22	0	2	1	4	3	59

Départements	Nombre régies	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Gard	105	0	1	16	0	0	0	1	2	22
Haute-Garonne	38	4	12	10	1	6	1	3	16	36
Gers	2	1	1	2	0	0	0	1	0	2
Gironde	52	2	7	2	0	2	0	0	3	50
Hérault	35	4	14	30	3	5	3	3	20	34
Ille-et-Vilaine	46	0	0	1	1	0	0	0	0	46
Indre	12	0	2	1	0	0	0	0	0	12
Indre-et-Loire	35	0	3	2	0	0	0	0	2	35
Isère	16	4	7	7	3	4	3	4	7	16
Jura	5	1	1	1	0	1	0	1	1	3
Landes	120	1	2	2	1	1	1	1	2	120
Loir-et-Cher	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Loire	26	1	2	4	1	1	1	2	2	25
Haute-Loire	10	0	0	0	0	0	0	4	0	8
Loire-Atlantique	28	0	2	14	0	1	0	1	2	28
Loiret	5	0	1	3	0	0	0	2	1	4
Lot	8	0	2	0	0	0	0	0	1	7
Lot-et-Garonne	2	0	1	1	0	0	0	0	1	2
Lozère	36	1	5	0	0	0	0	0	1	33
Maine-et-Loire	29	0	1	2	0	0	0	0	0	29
Manche	32	0	1	1	0	0	0	0	0	31
Marne	2	0	0	0	0	1	0	1	0	0
Haute-Marne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mayenne	21	0	6	13	1	1	0	2	6	17
Meurthe-et-Moselle	4	0	0	0	0	0	0	2	1	2
Meuse	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Morbihan	96	2	4	4	1	2	0	13		84
Moselle	13	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Nièvre	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nord	105	1	2	1	0	2	0	1	0	105
Oise	1	0	1	1	0	0	0	1	0	1
Orne	15	0	0	0	0	0	0	0	0	15
Pas-de-Calais	22	1	1	2	1	2	2	3	1	21
Puy-de-Dôme	62	0	1	0	0	0	0	0	1	62
Pyrénées-Atlantiques	33	0	3	0	0	0	0	0	0	33
Hautes-Pyrénées	10	0	1	3	0	1	0	0	1	9
Pyrénées-Orientales	69	3	19	69	1	0	1	0	26	69
Bas-Rhin	13	1	1	0	1	0	0	1	0	12
Haut-Rhin	28	0	0	1	0	0	1	1	0	28
Rhône **	13	3	4	6	0	4	4	4	2	13
Haute-Saône	11	0	1	0	0	0	0	0	0	11
Saône-et-Loire	16	0	0	0	0	0	0	0	1	16
Sarthe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Savoie	71	2	4	3	2	2	2	4	3	71
Haute-Savoie	20	1	3	1	0	0	0	0	1	19
Ville de Paris	11	10	10	10	10	10	10	1	10	10
Seine-Maritime	25	2	3	9	0	2	2	2	3	19

Départements	Nombre régies	Prestations funéraires assurées *								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Seine-et-Marne	12	0	3	1	0	11	0	0	1	11
Yvelines	8	0	0	0	0	0	0	1	0	8
Deux-Sèvres	10	0	3	1	0	1	0	1	0	10
Somme	23	0	1	1	0	0	0	0	2	23
Tarn	22	1	5	4	2	5	1	1	3	22
Tarn-et-Garonne	17	0	2	2	0	1	1	0	2	17
Var	17	1	14	7	1	2	0	1	6	14
Vaucluse	22	1	7	22	1	5	0	1	11	18
Vendée	6	0	0	0	1	0	0	0	1	6
Vienne	12	7	8	0	0	0	0	0	7	9
Haute-Vienne	15	1	2	1	1	1	0	1	2	15
Vosges **	102	48	54	70	10	72	22	29	46	69
Yonne	7	0	1	0	0	0	0	1	1	4
Territoire de Belfort	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Essonne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-Seine	8	0	0	0	0	0	0	0	0	8
Seine-Saint-Denis	5	0	0	1	0	2	1	0	0	5
Val de Marne	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Val d'Oise	12	0	1	1	0	0	0	0	0	12
TOTAL	2 083	128	308	498	63	175	70	119	261	1 872

(**) : reprise des données de juillet 2001

D) PRESTATIONS EXERCÉES PAR LES ASSOCIATIONS AU 31 MARS 2004

Départements	Nombre associations	Prestations funéraires								
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
Nord	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0
Seine-et-Marne	2	0	1	2	0	2	0	0	1	2
TOTAL	3	0	2	2	0	2	0	0	1	2

ANNEXE 4

Liste globale des crématoriums par département et nombre de personnes crématisées depuis 1998

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1998							
PREFECTURES CREMATORIUMS		CREMATIONS PAR ANNEES					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
AIN	Viriat (DSP)	504	519	532	538	574	583
AISNE	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
ALLIER	Montluçon Nord(DSP)	0	122	255	294	361	434
ALPES-DE- HAUTE- PROVENCE	Manosque (DSP)	639	851	681	894	920	1013
HAUTES-ALPES	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
ALPES- MARITIMES	Nice (DSP)	2104	2192	2089	2323	2342	2700
	Cannes (Régie)	1293	1417	1466	1519	1622	1736
ARDECHE	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
ARDENNES	Prix-Le-Mézières (DSP)	0	0	154	475	519	523
ARIEGE	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
AUBE	Troyes(DSP)	417	476	462	546	608	593
AUDE	Trèbes (DSP)	0	0	72	233	501	598
AVEYRON	Capdenac (DSP)	0	0	0	0	0	182
BOUCHES-DU- RHONE	Saint-Pierre (Régie)	2 210	2 250	2583	2703	2842	3254
CALVADOS	Aix-les-Milles (DSP)	0	0	0	0	0	84
	Caen (DSP)	1031	1106	1251	1394	1605	1705
CANTAL	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
CHARENTE	Angoulême (DSP)	325	306	393	420	323	408
CHARENTE- MARITIME	La Rochelle (Régie)	800	837	975	885	863	817
	Saintes(Régie)	0	0	0	402	696	713
CHER	Bourges (DSP)	397	454	499	560	577	712
CORREZE	Allassac (DSP)	0	0	0	0	0	374
CORSE-DU-SUD	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
HAUTE-CORSE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0
COTE-D'OR	Dijon (DSP)	886	988	981	1081	1210	1305

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1998

PREFECTURES CREMATORIUMS		CREMATIONS PAR ANNEES					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
COTES-D'ARMOR	Saint-Brieuc (Régie)	0	0	407	717	802	924
CREUSE	Pas de Crématorium	0	0	0	0	0	0
DORDOGNE	Notre-Dame de Sanilhac (DSP)	874	1030	1035	925	1017	1125
	Besançon (DSP)	727	825	669	599	654	687
	Avanne-Aveney (DSP)	0	0	180	439	407	488
DROME	Valence (DSP)	547	591	613	732	679	718
EURE	Evreux (DSP)	571	628	565	610	686	710
	Minvilliers (DSP)	0	0	0	0	76	337
	Pierres (DSP)	704	799	785	908	776	691
	Brest (DSP)	711	722	789	845	913	970
	Carhaix Plouguer (Régie)	1339	1505	1272	1162	1223	1251
	Saint-Martin de Valgagues (Régie)	920	787	885	1 058	1 109	764
	Nîmes (DSP)	0	0	0	0	67	690
HAUTE-GARONNE	Toulouse (Régie)	1 168	1 113	1 209	989	1056	1491
GERS	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0
	Mérignac (Régie)	2 188	2 304	2 588	2 625	2 568	2 688
	Montussan (DSP)	0	0	0	0	0	501
	Béziers (Régie)	434	818	884	886	968	961
	Sète (Régie)	0	181	226	263	349	329
	Montpellier (DSP)	1 724	1 469	1 525	1 584	1 615	1 721
ILLE-ET-VILLAINE	Montfort sur Meu (DSP)	831	857	871	1023	1063	1222
INDRE	Châteauroux (DSP)	0	0	0	0	0	46
INDRE-ET-LOIRE	Tours (SEM)	1 451	1 341	1 057	1 448	1 693	1 834
ISERE	Gières (SEM))	1 157	1 232	1 201	1 342	1 434	1 536
JURA	Lons-le-Saunier (DSP)	0	0	0	0	0	36
LANDES	Dax (DSP)	0	0	0	219	842	881
LOIR-ET-CHER	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0
	Saint-Etienne (DSP)	757	884	897	948	943	986
	Roanne (Régie)	0	0	175	174	214	201
	Mably (DSP)	0	0	37	151	237	287
HAUTE-LOIRE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0
	Nantes (DSP)	1895	2145	2175	1942	1953	2054
	Saint-Nazaire (DSP)	0	0	0	545	798	944
	Saran (Régie)	607	696	817	928	921	1096
	Amilly (DSP)	494	530	570	529	598	1051
LOT	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1998

PREFECTURES CREMATORIUMS	CREMATIONS PAR ANNEES							
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	
LOT-ET-GARONNE	La Fox (DSP)	0	0	0	386	766	690	716
	Tonneins (DSP)	0	0	0	0	151	305	494
LOZERE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
MAINE-ET-LOIRE	Montreuil-Juigne (DSP)	762	889	958	1027	1094	1160	1096
MANCHE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
MARNE	Chalons en Champagne (Régie)	1592	1740	1582	1562	1544	949	843
	Reims (DSP)	0	0	0	0	206	962	900
HAUTE-MARNE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
MAYENNE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
MEURTHE-ET- MOSELLE	Nancy (SEM)	2089	2188	2230	1679	1874	1907	1725
	Pont-à-Mousson (DSP)	0	0	0	0	0	0	450
MEUSE	Bar-le-Duc (DSP)	0	0	78	300	364	360	400
MORBIHAN	Lorient/Kerletu (Régie)	1 064	1 216	1 347	1 484	1 525	1 667	1 807
MOSELLE	Thionville (Régie)	2 240	2 163	1 693	1 574	1 847	2 039	2 181
	Yutz (DSP)	0	0	425	751	752	740	709
	Saint-Avold (DSP)	0	0	697	794	844	963	935
NIEVRE	Aiguillon (DSP)	336	383	389	493	512	532	552
NORD	Wattrelos (Régie)	2 606	2 925	2 590	2 565	2 179	1 999	1 645
	Beuvrage (DSP)	610	774	738	669	794	824	797
	Herlies (Régie)	0	0	0	0	866	1 381	1 889
	Dunkerque (DSP)	520	651	677	624	583	708	695
	Haumont (Régie)	625	682	800	771	820	910	992
	Roost-Warendin (DSP)	0		0	124	332	417	503
OISE	Beauvais (DSP)	557	596	572	638	726	781	750
ORNE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
PAS-DE-CALAIS	Vendin Les Béthune (Régie)	0	0	539	883	1 085	1 128	1 155
	Vendin Le Vieil (Régie)	2 461	2 255	0	2 623	2 474	2 395	1 984
PUY-DE-DOME	Clermont-Ferrand (DSP)	1 214	1 201	1 234	1 324	1 438	1 573	1 516
PYRENEES- ATLANTIQUES	Pau (DSP)	744	819	756	745	545	646	602
	Crématorium côte basque	0	0	0	0	0	0	311
HAUTES- PYRENNES	Azéreix (DSP)	556	566	676	692	650	668	705
PYRENEES- ORIENTALES	Canet en Roussillon (DSP)	952	1 015	1 141	1 116	1 109	1 740	1 400
BAS-RHIN	Strasbourg (Régie)	2 001	2 444	2 358	2 536	2 688	2 492	3 014

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1998

PREFECTURES CREMATORIUMS		CREMATIONS PAR ANNEES						
		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
HAUT-RHIN	Sauheim (DSP)	0	0	293	1 153	1 422	2150	2490
	Mulhouse(Régie)	2 468	2 631	2470	2071	1965	1978	1889
RHONE	Bron (DSP)	951	1 049	1145	1308	1676	1609	1716
	Gleize (DSP)	186	251	249	237	243	314	320
	Lyon (Régie)	1595	1690	1551	1502	1502	1686	1494
HAUTE-SAONE	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
SAONE-ET-LOIRE	Sancé (DSP)	334	379	406	382	366	365	275
	Crissey (DSP)	811	964	1 036	860	797	811	781
	Le Creusot (DSP)	0	0	0	200	481	579	521
SARTHE	Le Mans (DSP)	779	826	915	973	1 051	1233	1249
SAVOIE	Chambéry (Régie)	0	460	760	836	830	966	1005
	Annecy (DSP)	989	785	230	356	708	765	955
HAUTE-SAVOIE	La Balme De Sillingy (DSP)	951	849	1260	1242	1132	1100	1098
PARIS	Père Lachaise (SEM)	3 713	3 990	4 257	4 257	4 636	4580	4451
SEINE-MARITIME	Rouen (DSP)	-	1 329	1 444	1 712	1 688	1843	1790
	Le Havre (Régie)	1051	1182	1153	1169	1382	1379	1379
	Yvetot (DSP)	0	0	0	0	0	0	87
SEINE-ET-MARNE	Pas de crématorium	0	0	0	-	0	0	0
YVELINES	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0
DEUX-SEVRES	Niort (Régie)	556	736	790	624	720	817	714
SOMME	La Madeleine-Amiens (Régie)	778	777	816	923	893	699	702
	Abbeville (DSP)	0		0	0	0	328	472
TARN	Albi (Régie)	662	730	786	970	752	722	585
TARN-ET-GARONNE	Montauban (PROJET)	0	0	0	0	0	0	0
VAR	Vidauban (DSP)	970	1 136	1 113	1 174	1 274	1 442	1 251
	Cuers (DSP)	1952	2212	2188	2413	2596	2782	2728
VAUCLUSE	Orange (Régie)	1938	2034	2119	2170	2290	2441	2454
VENDEE	Olonne sur Mer (DSP)	0	0	0	0	0	101	594
	La Roche sur Yon (Projet)	0	0	0	0	0		0
VIENNE	Poitiers (DSP)	262	330	413	497	553	545	616
HAUTE-VIENNE	Landouge-Limoges (Régie)	655	763	764	880	895	920	917
VOSGES	Epinal	0	0	27	573	664	770	868
YONNE	Joigny (DSP)	289	351	361	373	433	495	460
	Auxerre (DSP)	365	386	402	420	413	478	361
TERRITOIRE DE BELFORT	Pas de crématorium	0	0	0	0	0	0	0

NOMBRE DE PERSONNES CREMATISEES DEPUIS 1998							
PREFECTURES CREMATORIUMS		CREMATIONS PAR ANNEES					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
ESSONNE	Avrainville (DSP)	643	662	626	630	578	638
	Les Ulis (DSP)	1 200	1 157	1038	1024	991	971
	Courcouronnes (DSP)	0	0	0	295	423	538
HAUTS-DE-SEINE	Nanterre (DSP)	0	740	1587	1667	1571	1301
SEINE-SAINT-DENIS	Montfermeil (DSP)	855	913	1024	1182	1259	1486
	Joncherolles (SEM)	2026	1836	1566	1631	1299	1486
VAL-DE-MARNE	Valenton (régie)	1 614	1 599	1 597	1 679	1 668	1291
	Arcueil (DSP)	0	0	0	0	481	1700
VAL D'OISE	Saint-Ouen l'Aumône	0	0	0	48	802	1132
TOTAL		79227	87229	89691	100649	109426	120233
							121860

Liste des crématoriums gérés en régie et nombre de crémations depuis 1998

NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998 DANS LES CREMATORIUMS GERES EN REGIE							
DEPARTEMENTS	REGIES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
ALPES-MARITIMES	Cannes	1293	1417	1466	1519	1622	1736
BOUCHES-DU-RHONE	Saint-Pierre	2 210	2 250	2583	2703	2842	3254
CHARENTE-MARITIME	La Rochelle	800	837	975	885	863	817
	Saintes	0	0	0	402	696	713
COTES-D'ARMOR	Saint-Brieuc	0	0	407	717	802	924
FINISTERE	Carhaix Plouguer	1339	1505	1272	1162	1223	1251
GARD	Saint-Marin de Valgagues	920	787	885	1 058	1 109	764
HAUTE-GARONNE	Toulouse	1 168	1 113	1 209	989	1 056	1 491
GIROUNDE	Mérignac	2188	2304	2588	2625	2568	2688
HERAULT	Sète	0	181	226	263	349	329
	Béziers	434	818	884	886	968	961
LOIRE	Roanne	0	0	175	174	214	201
LOIRET	Saran	607	696	817	928	921	1096
							593

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998
DANS LES CREMATORIUMS GERES EN REGIE**

DEPARTEMENTS		REGIES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
MARNE	Chalons en Champagne	1 592	1 740	1 582	1 562	1 544	949	843	
MORBIHAN	Lorient/Kerletu	1 064	1 216	1 347	1 484	1 525	1 667	1 807	
MOSELLE	Thionville	2 240	2 163	1 693	1 574	1 847	2 039	2 181	
NORD	Wattrelos	2 606	2 925	2 590	2 565	2 179	1 999	1 645	
	Haumont	625	682	800	771	820	910	992	
	Herlies	0	0	0	0	866	1 381	1 889	
PAS-DE-CALAIS	Vendin Les Béthune	0	0	539	883	1 085	1 128	1 155	
	Vendin le Vieil	2461	2 255	0	2623	2474	2 395	1 984	
BAS-RHIN	Strasbourg	2 001	2 444	2 358	2 536	2 688	2 492	3 014	
HAUT-RHIN	Mulhouse	2 468	2 631	2 470	2 071	1 965	1 978	1 889	
RHONE	Lyon	1595	1690	1551	1502	1502	1 686	1 494	
SAVOIE	Chambéry	0	460	760	836	830	966	1 005	
SEINE-MARITIME	Le Havre	1051	1182	1153	1169	1382	1 379	1 379	
DEUX-SEVRES	Niort	556	736	790	624	720	817	714	
SOMME	La Madeleine	778	777	816	923	893	699	702	
TARN	Albi	662	730	786	970	752	722	585	
VAUCLUSE	Orange	1938	2034	2119	2170	2290	2 441	2 454	
HAUTE-VIENNE	Landouge-Limoges	655	763	764	880	895	920	917	
VAL DE MARNE	Valenton	1614	1599	1597	1679	1668	1 291	1 236	
TOTAL		34 865	37 935	37 202	41 133	43 158	44 084	43 809	

Liste des crématoriums gérés par des sociétés d'économie mixe (SEM)

NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998 DANS LES CREMATORIUMS GERES PAR DES SEM (SOCIETES D'ECONOMIE MIXTE)									
DEPARTEMENTS		REGIES	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
			1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
INDRE-ET-LOIRE	Tours	1451	1341	1057	1448	1693	1834	1671	
ISERE	Gières	1157	1232	1201	1342	1434	1536	1445	
PARIS	Père-Lachaise	3713	3990	4257	4257	4636	4580	4451	
MEURTHE-ET-MOSELLE	Nancy	2089	2188	2230	1679	1874	1907	1725	
SEINE-SAINT-DENIS	Joncherolles	2026	1836	1566	1631	1299	1486	1435	
TOTAL		10436	10587	10311	10357	10936	11343	10727	

Liste des crématoriums gérés par les entreprises et nombre de crémations depuis 1998

NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998 DANS LES CREMATORIUMS GERES PAR LES ENTREPRISES							
PREFECTURES	CREMATORIUMS	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES					
		1998	1999	2000	2001	2002	2003
AIN	Viriat (DSP)	504	519	532	538	574	583
ALLIER	Montluçon Nord(DSP)	0	122	255	294	361	434
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	Manosque (DSP)	639	851	681	894	920	1013
ALPES-MARITIMES	Nice (DSP)	2104	2192	2089	2323	2342	2700
ARDENNES	Prix-Le-Mézières (DSP)	0	0	154	475	519	523
AUBE	Troyes(DSP)	417	476	462	546	608	593
AUDE	Trèbes (DSP)	0	0	72	233	501	598
AVEYRON	Capdenac (DSP)	0	0	0	0	0	182
CALVADOS	Aix-les-Milles (DSP)	0	0	0	0	0	84
	Caen (DSP)	1031	1106	1251	1394	1605	1705
CHARENTE	Angoulême (DSP)	325	306	393	420	323	408
CHER	Bourges (DSP)	397	454	499	560	577	712
CORREZE	Allassac (DSP)	0	0	0	0	41	374
COTE-D'OR	Dijon (DSP)	886	988	981	1081	1210	1305
DORDOGNE	Notre-Dame de Sanilhac (DSP)	874	1030	1035	925	1017	1125
DOUBS	Besançon (DSP)	727	825	669	599	654	687
	Avanne-Aveney (DSP)	0	0	180	439	407	488
DROME	Valence (DSP)	547	591	613	732	679	718
EURE	Evreux (DSP)	571	628	565	610	686	710
EURE-ET-LOIR	Minvilliers (DSP)	0	0	0	0	76	337
	Pierres (DSP)	704	799	785	908	776	691
FINISTERE	Brest (DSP)	711	722	789	845	913	970
	Nîmes (DSP)	0	0	0	0	67	690
	Montussan (DSP)	0	0	0	0	0	501
	Montpellier (DSP)	1 724	1 469	1 525	1 584	1 615	1 721
ILLE-ET-VILLAINE	Montfort sur Meu (DSP)	831	857	871	1023	1063	1222
INDRE-et-LOIRE(DSP)	Châteauroux (DSP)	0	0	0	0	0	46
JURA	Lons-le-Saunier (DSP)	0	0	0	0	0	36

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998 DANS LES CREMATORIUMS GERES
PAR LES ENTREPRISES**

PREFECTURES	CREMATORIUMS	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
LANDES	Dax (DSP)	0	0	0	219	842	881	827
LOIRE	Saint-Etienne (DSP)	757	884	897	948	943	986	1056
	Mably (DSP)	0	0	37	151	237	287	247
LOIRE-ATLANTIQUE	Nantes (DSP)	1895	2145	2175	1942	1953	2054	2017
	Saint-Nazaire (DSP)	0	0	0	545	798	944	829
	Amilly (DSP)	494	530	570	529	598	1051	726
LOT-ET-GARONNE	La Fox (DSP)	0	0	0	386	766	690	716
	Tonneins (DSP)	0	0	0	0	151	305	494
MAINE-ET-LOIRE	Montreuil-Juigne (DSP)	762	889	958	1027	1094	1160	1096
	Reims (DSP)	0	0	0	0	206	962	900
	Pont-à-Mousson (DSP)	0	0	0	0	0	0	450
MEUSE	Bar-le-Duc (DSP)	0	0	78	300	364	360	400
	Yutz (DSP)	0	0	425	751	752	740	709
	Saint-Avold (DSP)	0	0	697	794	844	963	935
NIEVRE	Aiguillon (DSP)	336	383	389	493	512	532	552
	Beuvrage (DSP)	610	774	738	669	794	824	797
	Dunkerque (DSP)	520	651	677	624	583	708	695
	Roost-Warendin (DSP)	0	0	0	124	332	417	503
OISE	Beauvais (DSP)	557	596	572	638	726	781	750
PUY-DE-DOME	Clermont-Ferrand (DSP)	1 214	1 201	1 234	1 324	1 438	1 573	1 516
PYRENEES-ATLANTIQUES	Pau (DSP)	744	819	756	745	545	646	602
	Crématorium côte basque (DSP)	0	0	0	0	0	0	311
HAUTES-PYRENNES	Azéreix (DSP)	556	566	676	692	650	668	705
PYRENEES-ORIENTALES	Canet en Roussillon (DSP)	952	1 015	1 141	1 116	1 109	1 740	1 400
HAUT-RHIN	Sauheim (DSP)	0	0	293	1 153	1 422	2 150	2 490
RHONE	Bron (DSP)	951	1 049	1 145	1 308	1 676	1 609	1 716
	Gleize (DSP)	186	251	249	237	243	314	320
SAONE-ET-LOIRE	Sancé (DSP)	334	379	406	382	366	365	275
	Crissey (DSP)	811	964	1 036	860	797	811	781
	Le Creusot (DSP)	0	0	0	200	481	579	521
SARTHE	Le Mans (DSP)	779	826	915	973	1 051	1 233	1 249
HAUTE-SAVOIE	Annecy (DSP)	989	785	230	356	708	765	955
	La Balme De Sillingy (DSP)	951	849	1 260	1 242	1 132	1 100	1 098

**NOMBRE DE CREMATIONS EFFECTUEES DEPUIS 1998 DANS LES CREMATORIUMS GERES
PAR LES ENTREPRISES**

PREFECTURES	CREMATORIUMS	PERSONNES CREMATISEES PAR ANNEES						
SEINE-MARITIME	Rouen (DSP)	0	1 329	1 444	1 712	1 688	1843	1790
	Yvetot (DSP)	0	0	0	0	0	0	87
	Abbeville (DSP)	0		0	0	0	328	472
VAR	Vidauban (DSP)	970	1 136	1 113	1 174	1 274	1442	1251
	Cuers (DSP)	1952	2212	2188	2413	2596	2782	2728
VENDEE	Olonne sur Mer (DSP)	0	0	0	0	0	101	594
VIENNE	Poitiers (DSP)	262	330	413	497	553	545	616
VOSGES	Epinal (DSP)	0	0	27	573	664	770	868
YONNE	Joigny (DSP)	289	351	361	373	433	495	460
	Auxerre (DSP)	365	386	402	420	413	478	361
ESSONNE	Avrainville (DSP)	643	662	626	630	578	638	750
	Les Ulis (DSP)	1 200	1 157	1038	1024	991	971	819
	Courcouronnes (DSP)	0	0	0	295	423	538	541
HAUTS-DE-SEINE	Nanterre (DSP)	0	740	1587	1667	1571	1301	1500
SEINE-SAINT-DENIS	Montfermeil (DSP)	855	913	1024	1182	1259	1486	1312
	Arcueil (DSP)	0	0	0	0	481	1700	1513
VAL D'OISE	Saint-Ouen l'Aumône (DSP)	0	0	0	48	802	1132	1224
TOTAL		33926	38707	42178	49159	55332	64806	67324